



Mobilisation massive le 9 octobre ! Il est temps de relever la tête.

Mobilisons-nous pour nos missions, nos moyens, nos métiers !

Cela fait maintenant trois ans que les SPIP font face à une crise sans précédent. Pas de recrutement. Des effectifs en berne. Des postes vacants partout : **plus de 1200 agents manquent à l'appel**. En janvier 2024, **924 postes étaient déjà non pourvus**. Aujourd'hui, la situation est devenue tout simplement intenable.

Nos budgets d'insertion sont siphonnés au profit de la détention. Nos missions sont de plus en plus déléguées à des associations et nos services mis en concurrence. **Le SPIP est fragilisé et dépossédé de son cœur de métier.**

Une surpopulation carcérale incontrôlable !

Et pendant ce temps, les prisons débordent. **85 000 personnes enfermées**, dans des établissements saturés, vétustes, inhumains. Non pas en réponse à des faits - les chiffres le prouvent, la délinquance n'explose pas - mais parce que le choix politique est clair : **construire, enfermer, punir**.

Les services de milieu libre n'échappent pas à l'asphyxie. Les mesures de milieu ouvert – sursis probatoire, contrôles judiciaires, peines alternatives – ne cessent également d'augmenter (**177 000 personnes suivies** en milieu ouvert en janvier 2024). Pourtant les services sont structurellement maintenus dans une situation d'embolie, contraints de faire face à l'augmentation constante de la charge de travail.

Baisse des budgets, hausse exponentielle des publics confiés... Les moyens ne suivent pas. La considération et le respect pour nos missions non plus.

Une politique pénale à la dérive.

Le Garde des Sceaux, aveuglé par une logique d'enfermement, continue sa fuite en avant. Pas un mot sur la régulation carcérale. Aucune remise en question d'un système qui sature de toutes parts. Il oppose, stigmatise, durcit – en oubliant les fondements même de la justice.

Réhabilitation des QHS, inflation sécuritaire, suppression du sursis, peines minimales, projet de loi S.U.R.E...

Ce n'est plus une politique de justice, c'est un programme de tension permanente, une logique populiste d'enfermement. Et c'est notre rôle, à nous, agents du SPIP, qui est remis en cause.

Ce qu'on attend de nous ?

De devenir des services exécutants, dociles. De faire du contrôle. D'appliquer sans discuter.

Nous sommes des professionnels du lien, de la prévention, de la réinsertion. Nous sommes un pilier d'une justice humaine et efficace.

✗ Nous refusons cette démission morale

Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est une **rupture assumée avec les valeurs qui ont guidé le 9 octobre 1981 à l'abolition de la peine de mort**. Ce jour-là, la France choisissait la dignité plutôt que la vengeance. Aujourd'hui, on légitime la stigmatisation, on organise l'opposition entre "bons citoyens" et "mauvais pauvres", on fait des étrangers et des précaires les boucs émissaires d'un système à bout de souffle.

Et dans ce contexte, **les SPIP sont en première ligne** :

- fichage ciblé des étrangers,
- création d'une "police pénitentiaire",
- pressions idéologiques sur nos missions...

Il ne s'agit pas seulement d'un désaccord de fond. Il s'agit d'une **attaque directe contre nos métiers**

Nous appelons à une mobilisation massive le 9 octobre 2025

Les mobilisations des 6 mai et 17 juin ont montré notre force. Il est temps d'aller plus loin et de dire **NON** :

- Non au démantèlement aveugle de l'exécution des peines et à la destruction des missions des SPIP,
- Non à l'abandon de nos missions d'accompagnement,
- Non à une justice inefficace et inégalitaire, réduite à la punition et aux discriminations.

L'intersyndicale exige :

- Un plan de recrutements pluriannuel dans tous les corps et la revalorisation de tous les corps des personnels travaillant en SPIP ;
- Un budget sanctuarisé pour les missions du SPIP ;
- Un **moratoire** sur l'ouverture du deuxième QLCO, en attendant une évaluation indépendante de Vendin-le-Vieil ;
- L'abandon du projet de création d'un **corps d'officiers de probation** ;
- Une réforme pénale fondée sur la probation, **hors logique carcérale** ;
- Le recentrage des SPIP sur les missions élémentaires d'insertion et de probation ;
- La mise en place immédiate de mesure d'urgence contre la surpopulation carcérale.

Le 9 octobre prochain : soyons toutes et tous à Paris

Nous sommes à un moment de bascule. Une justice digne, humaine, accessible, qui amende et réinsère les personnes au sein de la société n'est pas une utopie : c'est un choix politique. Un choix sur lequel il est encore possible d'influer. Mais pour cela, **il faut agir maintenant.**

**Rejoignez la mobilisation nationale à Paris, le 9 octobre !
Faites entendre la voix des SPIP !**

Parce que nous savons que la justice ne se construit pas par la peur, mais par la raison, la réinsertion et la dignité.